

## **Statuts du « Dësch-Tennis Lënster A.s.b.l.»**

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit mai.

Entre les soussignés, agissant comme membres fondateurs, à savoir :

- 1) Monsieur Jean-Claude BACK, de nationalité française, employé privé en retraite, demeurant à 45, Cité Im Thaelchen, L-6145 Junglinster ;
- 2) Monsieur Thierry BEFFORT, de nationalité luxembourgeoise, employé privé, demeurant à 34, op der Tonn, L-6188 Gonderange ;
- 3) Monsieur Patrick BIEWER, de nationalité luxembourgeoise, employé privé, demeurant à 13, rue Massewee, L-6186 Gonderange ;
- 4) Madame Karin BONERT-HANSEN, de nationalité luxembourgeoise, employée privée, demeurant à 8, rue du Village, L-6183 Gonderange ;
- 5) Monsieur John BREDEN, de nationalité luxembourgeoise, professeur, demeurant à 7, rue des Champs, L-6170 Godbrange ;
- 6) Monsieur Laurent FEIDT, de nationalité luxembourgeoise, salarié de l'Etat, demeurant à 8, rue du Village, L-6170 Godbrange ;
- 7) Monsieur Luc FEIDT, de nationalité luxembourgeoise, employé privé, demeurant à 8, rue du Village, L-6170 Godbrange ;
- 8) Monsieur Michel GOERGEN, de nationalité luxembourgeoise, fonctionnaire d'Etat, demeurant à 27, Op der Tonn, L-6188 Gonderange ;
- 9) Monsieur Armand HOFF, de nationalité luxembourgeoise, employé privé, demeurant à 17, rue Neuve, L-6137 Junglinster ;
- 10) Monsieur Paul MOOTZ, de nationalité luxembourgeoise, fonctionnaire d'Etat, demeurant à 19, rue Kiem, L-6187 Gonderange ;
- 11) Monsieur Roby SCHNELL, de nationalité luxembourgeoise, employé privé, demeurant à 20, rue Tun Deutsch, L-6111 Junglinster ;
- 12) Monsieur Georges WEBER, de nationalité luxembourgeoise, employé privé, demeurant à 1, Groëbierg, L-6181 Gonderange ;
- 13) Madame Chantal WEBER-HANSEN, de nationalité luxembourgeoise, employée privée, demeurant à 3, Groëbierg, L-6181 Gonderange ;
- 14) Monsieur Michel WELTER, de nationalité luxembourgeoise, médecin, demeurant à 6, route d'Echternach, L-6114 Junglinster ;
- 15) Monsieur Camille WÜRTH, de nationalité luxembourgeoise, fonctionnaire d'Etat en retraite, demeurant à 12, rue du Cimetière, L-6171 Godbrange ;

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, il a été formé une association sans but lucratif, conformément à la loi du 21 avril 1928 telle que modifiée et dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

## **Chapitre I. - Dénomination, Siège, Durée**

Art. 1 : L'Association prend la dénomination "Dësch-Tennis Lënster A.s.b.l.", dénommée ci-après "l'Association".

Art. 2 : Le siège social de l'Association est établi à Junglinster, 1, Rue Emile Nilles, L-6131 Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré par décision du Conseil d'Administration à toute autre adresse.

Art. 3 : L'Association est constituée pour une durée illimitée.

## **Chapitre II. - Objets**

Art. 4 : L'Association a pour objet toute activité quelconque se rapportant directement ou indirectement à la pratique du tennis de table.

Elle est affiliée dans ce but à la "Fédération Luxembourgeoise de Tennis de Table" (F.L.T.T.). Elle peut par ailleurs s'affilier à toute autre organisation nationale ou internationale ayant un but analogue ou plus généralement ayant comme but la pratique ou la promotion du sport.

Elle s'efforce de créer et d'entretenir des relations amicales entre les membres, de maintenir et de promouvoir le fair-play dans la pratique sportive, d'assurer la défense des intérêts sportifs de ses adhérents et de représenter ces intérêts auprès des autorités compétentes.

Elle peut louer ou acquérir des immeubles en vue de remplir son objet social.

Elle peut accomplir toutes les opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet en restant toutefois dans les limites tracées par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

## **Chapitre III. – Membres, Admissions, Démissions, Exclusions et Cotisations**

Art. 5 : L'Association se compose de membres actifs dont le nombre ne peut être inférieur à cinq (5).

Art. 6 : Peut devenir membre actif de l'Association toute personne physique ou morale intéressée par les objectifs de l'Association, qui déclare adhérer aux présents statuts, et qui paie une cotisation annuelle, fixée par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration et ne pouvant dépasser le montant de cent Euros (100€).

Art. 7 : Le Conseil d'Administration décide souverainement des demandes d'admission de membres actifs qui lui sont adressées par écrit. Le refus d'admission ne doit pas être motivé.

Art. 8 : Seuls les membres actifs jouissent des droits et avantages prévus par la loi du 21 avril 1928 telle que modifiée et les présents statuts.

Art. 9 : La mise à jour de la liste reprenant les membres actifs de l'Association doit être déposée chaque année le 30 juin au plus tard au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Art. 10 : La qualité de membre actif se perd :

- a) par démission écrite adressée au Conseil d'Administration ;
- b) en cas de refus de paiement de la cotisation annuelle, redevable au plus tard pour le 31 décembre ;
- c) par exclusion prononcée par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des voix.

Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur les avoirs et fonds sociaux de l'Association et ne peut réclamer le montant des cotisations qu'il a versé.

Art. 11 : L'Association peut avoir des membres d'honneur. Les membres d'honneur ont les mêmes droits et privilèges que les membres effectifs mais ils n'ont pas de droit de vote.

## **Chapitre IV. – Assemblée Générale**

Art. 12 : Il est tenu au moins une Assemblée Générale (ci-après “l’Assemblée”) chaque année dans les six mois de la clôture de l’exercice social à une date fixée par le Conseil d’Administration.

Les membres de l’Association sont convoqués aux Assemblées par le Président du Conseil d’Administration ou, à défaut, par deux (2) administrateurs.

L’Assemblée peut en outre être convoquée spécialement par décision du Conseil d’Administration ou sur demande d’un cinquième (1/5) des membres effectifs.

Chaque Assemblée se tiendra au jour, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

Art. 13 : Les convocations doivent être adressées à chaque membre actif au moins cinq (5) jours à l’avance, sauf en cas d’extrême urgence, et porter indication de l’ordre du jour.

Toute proposition signée d’un nombre de membres égal au vingtième (1/20) de la dernière liste annuelle doit être portée à l’ordre du jour. Le texte de ces propositions doit être communiqué au Conseil d’Administration deux (2) semaines avant la date prévue de l’Assemblée.

Ces convocations pourront être envoyées par courrier normal, télécopie, remise à personne ou à domicile, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication.

Art. 14 : Tous les membres peuvent prendre part à l’Assemblée. Seuls les membres actifs ont un droit de vote. Il leur est loisible de s’y faire représenter en désignant par écrit, par télécopie ou par tout moyen similaire de communication un autre membre de l’Association comme mandataire. Un membre actif peut représenter plusieurs autres membres actifs.

Peuvent encore assister à l’Assemblée toutes les personnes qui y ont été invitées par le Conseil d’Administration.

S’il n’en est point décidé autrement par la loi ou par les statuts, l’Assemblée peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés et les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées. En cas de parité, la proposition est considérée comme rejetée.

Art. 15 : Une délibération de l’Assemblée est indispensable pour :

- a) toute modification des statuts ;
- b) la nomination ou la révocation des administrateurs ;
- c) l’approbation des budgets et comptes ;
- d) la fixation du montant de la cotisation annuelle ;
- e) l’exclusion de membres ;
- f) la dissolution de l’Association.

Art. 16 : L’Assemblée ne peut valablement délibérer sur les modifications des statuts que si l’objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l’Assemblée réunit les deux tiers (2/3) au moins des membres actifs.

Une modification des statuts ne peut être adoptée qu’à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des membres actifs présents ou représentés.

Si les deux tiers (2/3) des membres actifs ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, une seconde réunion pourra être convoquée qui délibérera quel que soit le nombre de membres présents ; mais dans ce cas la décision sera soumise à l’homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'Association s'est constituée, les règles qui précèdent sont modifiées comme suit :

- a) la seconde Assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié (1/2) au moins des membres actifs sont présents ou représentés ;
- b) la décision n'est adoptée, dans la première ou la deuxième Assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres actifs présents ou représentés ;
- c) si, dans la seconde Assemblée, les deux tiers (2/3) des membres actifs ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 17 : Toute modification des statuts doit être publiée, dans le mois de sa date, au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Toute nomination, démission ou révocation d'administrateurs doit être déposée au Registre de Commerce et des Sociétés.

Art. 18 : Toutes les résolutions des Assemblées sont consignées dans des procès-verbaux qui sont signés par deux (2) administrateurs et insérées dans un registre spécial.

Une copie de ces procès-verbaux sera adressée à tous les membres et pourra être obtenue également au siège de l'Association.

## **Chapitre V. – Conseil d'Administration**

Art. 19 : L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq (5) membres au moins et de quinze (15) membres au plus élus par l'Assemblée.

Pour être éligibles, les noms des candidats devront parvenir, avec l'acceptation écrite de la nomination par les candidats proposés, au siège social de l'Association au moins un jour avant la date de l'Assemblée au cours de laquelle les administrateurs seront élus.

Art. 20 : La durée du mandat d'administrateur est de deux ans en principe. Les mandats sont renouvelables par décision de l'Assemblée. Toutefois, pour la première année suivant l'entrée en vigueur des présents statuts, les mandats de la moitié (1/2) des administrateurs, dont les noms seront tirés au sort lors de la première Assemblée suivant l'entrée en vigueur des présents statuts, seront renouvelables après une durée d'un (1) an seulement.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite du décès, de la démission ou de la révocation d'un administrateur, les administrateurs restants peuvent élire une personne de leur choix pour remplir cette vacance jusqu'à la prochaine Assemblée qui confirmera ou rejettera cette nomination. L'administrateur désigné en cours de mandat termine le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 21 : Le Conseil d'Administration élit en son sein, lors de sa première réunion après l'Assemblée, un/e Président/e, un/e Vice-Président/e, un/e Secrétaire et un/e Trésorier/ère, le cumul de ces postes n'étant pas possible. Il peut répartir d'autres charges parmi ses différents membres.

Art. 22 : Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président, ou à la demande de deux (2) administrateurs au moins, aussi souvent que les affaires de l'Association l'exigent et au moins une fois par an. La présence ou représentation de la majorité des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Si ce n'est pas le cas, ces délibérations seront reportées à une prochaine séance où elles seront mises au vote à la majorité des membres présents.

Tout administrateur peut se faire représenter à une réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télécopie ou par tout moyen similaire de communication, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Le Président du Conseil d'Administration préside les réunions du Conseil. En cas d'empêchement du Président, ses fonctions sont assumées par le Vice-Président ou par le plus âgé des administrateurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président/e ou de son remplaçant/e est toujours prépondérante.

Les membres qui ont un intérêt personnel dans une délibération doivent s'abstenir du vote.

Toutes les décisions prises sont à consigner dans les procès-verbaux signés par deux (2) administrateurs et insérés dans un registre spécial.

Art. 23 : Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de l'Association et il la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Dans cette charge, il peut le cas échéant et sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou même à un tiers.

Il est notamment chargé de l'organisation des activités et de la gestion administrative et financière de l'Association. Il a dans sa compétence tous les actes relevant de l'administration sociale, au sens le plus large, y compris les actes judiciaires tant en défendant qu'en demandant.

Il établit l'ordre du jour des Assemblées et assure l'exécution des décisions de ces Assemblées. Il soumet à l'approbation de l'Assemblée ordinaire annuelle les comptes de l'exercice écoulé, un rapport sur son activité pendant cet exercice, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice prochain.

Art. 24 : L'Association n'est valablement engagée que par la signature de deux (2) administrateurs, à moins d'une délégation spéciale du Conseil d'Administration.

## **Chapitre VI. – Exercice social**

Art. 25 : L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et prend fin le 31 décembre de la même année.

Art. 26 : Les comptes de l'Association seront contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires, qui ne peuvent être en même temps membres du Conseil d'Administration. L'Assemblée désigne les commissaires aux comptes statutaires et détermine leur nombre et la durée de leur mandat qui ne peut excéder deux (2) ans.

## **Chapitre VII. – Ressources**

Art. 27 : Les frais généraux relatifs au fonctionnement de l'Association seront couverts par :

- a) les cotisations annuelles de ses membres actifs et honoraires ;
- b) des revenus nets des manifestations organisées par l'Association ;
- c) la vente de produits réalisés ou publiés par l'Association ;
- d) des subventions et cofinancements éventuels de l'Etat, des Communes ou de tout autre organisme public ;
- e) des dons spontanés et de ceux effectués au cours de manifestations organisées par l'Association ;
- f) toute autre ressource autorisée par les textes légaux.

## **Chapitre VIII. – Dissolution/Liquidation, Modifications**

Art. 28 : En cas de dissolution ou de liquidation de l'Association, l'Assemblée décidera de l'affectation du fonds social et des modalités de la liquidation.

## **Chapitre IX. – Divers**

Art. 29 : Tout ce qui n'est pas prévu explicitement par les présents statuts est réglé par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les Associations et les Fondations sans but lucratif.

**Dispositions transitoires**

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.
- 2) La première Assemblée aura lieu en 2015.